



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 23 FEV 2018</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p> <p><i>Maire par délégation</i></p>  <p>MC TESTA</p> 	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

PERMIS DE STATIONNEMENT

rue d'Envedel

rue barrée - circulation et stationnement interdits - stationnement autorisé pour un véhicule de chantier

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,

VU la demande de l'entreprise BOSC Bâtiment, en date du 16 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux de de terrassement, en occupant temporairement le domaine public, rue d'Envedel.

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 05 Mars 2018 et jusqu'au 09 Mars 2018, l'entreprise BOSC Bâtiment (siret n° 442 755 534 000 25), sis 5, rue de la Source - 34450 VIAS est autorisée à occuper le domaine public au droit du n° 5 rue d'Envedel pour effectuer des travaux de de terrassement.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction expresse de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

ARTICLE 2 : Pour l'exécution des travaux, les mesures suivantes sont prises :

Rue d'Envedel :

- la rue sera barrée
- la circulation sera interdite, l'accès aux riverains sera maintenu en fonction de l'avancement des travaux

Face au n°5 rue d'Envedel :

- le stationnement sera interdit et uniquement autorisé pour un véhicule de chantier et ce avec enlèvement immédiat des véhicules.

Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Le requérant BOSC Bâtiment est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé, 5, rue de la Source - 34450 VIAS, par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 11.00 € (onze euros) pour 10.00 m² correspondant à 1.10 € par semaine par m², conformément au catalogue des tarifs établit par la Ville.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par la société 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le requérant assurera la signalisation nécessaire de l'emprise du chantier par la mise en place des dispositifs de sécurité à destination du public.

Le véhicule devra être signalé et installé de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, aux bouches d'incendie, etc..

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le requérant supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est révoquée à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

23 FEV 2018



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voirie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique



Notifié le

Notification reçue le

Publié le

23 FEV 2018

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture

Maire par délégation



MC TESTA

Testa

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

Giratoire de la Légion d'honneur - impasse Jacques Delhon - rue Bagatelle - allées Paul Riquet (petit et grand côté) - avenue Wilson

chaussée rétrécie - circulation et stationnement interdits – stationnement autorisé pour les véhicules de chantier - circulation alternée par feux de chantier

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la demande de la TPSM, en date du 14 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux d'aménagement de voirie, en occupant temporairement le domaine public, Giratoire de la Légion d'honneur - impasse Jacques Delhon - rue Bagatelle - allées Paul Riquet (petit et grand côté) - avenue Wilson

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 05 Mars 2018 et jusqu'au 05 Juin 2018,

Giratoire de la Légion d'honneur :

- la circulation sera interdite, l'accès aux riverains sera maintenu
- le stationnement sera interdit et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux

Rue Bagatelle :

- la circulation sera à sens unique dans le sens Allées Paul Riquet vers l'avenue Maréchal Joffre
- le stationnement sera interdit et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux
- la circulation sera alternée par feux de chantier afin de faciliter le transit des véhicules de chantier de la place Jean Jaurès.

Impasse Jacques Delhon dans sa partie comprise entre le giratoire de la Légion d'Honneur et l'immeuble n°63 :

- le stationnement sera interdit de part et d'autre et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux

Allées Paul Riquet (petit côté) dans sa partie comprise entre la rue Bagatelle et l'avenue Maréchal Joffre :

- la circulation sera ponctuellement interdite en fonction de l'avancement des travaux
- création d'une sortie véhicule de parking de surface situé sur la promenade dans sa partie comprise entre la place Jean Jaurès et la rue Bagatelle.

Allées Paul Riquet (grand côté) dans sa partie comprise entre la rue Etienne Marcel et la rue Alfred de Musset :

- la chaussée sera rétrécie
- le stationnement situé côté promenade sera interdit et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.
- création d'un accès véhicule au parking situé sur la promenade par le grand côté nécessitant l'interdiction de stationner et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en pendant la durée des travaux.

Avenue Wilson au droit du mail Plein Sud :

- la chaussée sera rétrécie
- le stationnement sera interdit côté impair entre l'entrée du Mail Plein Sud et le n°3 de l'avenue du Président Wilson et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

Allées Paul Riquet dans la partie comprise entre l'avenue Joffre et la rue Bayard :

- le stationnement sera interdit des 2 côtés de la chaussée et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 2 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

23 FEV 2018



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voie, des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique



<p>Notifié le</p> <p>Notification reçue le</p> <p>Publié le 23 FEV 2018</p> <p>Certifié exécutoire, le Maire</p> <p><i>le Maire par délégation</i></p>  <p>MC TESTA</p> 	<p>Partie réservée au visa de la Sous-Préfecture</p>
----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----------------------------------------------------------

Service : *Voirie*

POLICE DE LA CIRCULATION

Chemin de l'évêque

chaussée rétrécie - circulation et stationnement interdits - circulation alternée manuellement

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 411-1 et R. 417-9 et suivants ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la demande des entreprises COLAS et SORNES, en date du 15 Février 2018, qui souhaite effectuer des travaux de passage caméra et réparation en suivant de l'affaissement, en occupant temporairement le domaine public, chemin de l'évêque

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : A compter du 05 Mars 2018 et jusqu'au 09 Mars 2018,

Chemin de l'évêque de la rue St Genies jusqu'au n°12 rue chemin de l'évêque :

- la chaussée sera rétrécie
- la circulation sera alternée manuellement
- le stationnement sera interdit et ce avec enlèvement immédiat des véhicules en fonction de l'avancement des travaux.

ARTICLE 2 : Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 4 : Le stationnement des véhicules en infraction aux dispositions du présent arrêté est déclaré gênant au titre de l'article R. 417-10 du Code de la Route.

ARTICLE 5 : Les services de la police sont habilités à procéder à l'enlèvement de tout véhicule en infraction aux dispositions du présent arrêté.

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 8 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

23 FEV 2018



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odette DORIER
Adjointe chargée de la Voie des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique



Notifié le

Notification reçue le

Publié le

23 FEV 2018

Certifié exécutoire, le Maire

Partie réservée au visa
de la Sous-Préfecture

P/le Maire par délégation



MC TESTA

TESTA

Service : Voirie

POLICE DE LA CIRCULATION

PERMIS DE STATIONNEMENT

rue Boieldieu

Rue barrée - Circulation interdite - Stationnement autorisé pour un camion de déménagement et d'un monte-meubles - Réservation de la place

Le Maire de la Ville de Béziers,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment les articles L.2212-2, L.2212-5, L.2213-1 et L.2213-6 ;

VU le Code de la Route, notamment ses articles L. 325-1 et suivants, L. 411-1, R. 130-10, R.325-1 et suivants, R.411-1 et suivants et R.417-10 ;

VU le Code de la Voirie Routière, notamment les articles L.113-2, L.116-1 et suivants et R.116-2 ;

VU le Code Pénal, notamment les articles 131-13 et R.610-5 ;

VU le Code de Procédure Pénal, notamment les articles 529 et suivants et R.48-1 et suivants ;

VU l'Arrêté Municipal du 14 novembre 1955 sur la police de la circulation et du stationnement modifié ;

VU le règlement de voirie adopté par délibération du Conseil Municipal du 25 février 2008 ;

VU la délibération n° 12 du Conseil Municipal du 15 décembre 2015 prenant acte du débat sur la politique tarifaire 2016,

VU la demande de DEMENAGEMENT JAUFFRET, en date du 19 Février 2018, qui souhaite effectuer un déménagement, en occupant temporairement le domaine public, rue Boieldieu ,

CONSIDERANT qu'il importe de prendre les mesures nécessaires afin de préserver la sécurité des usagers de la voie publique.

ARRÊTE

ARTICLE 1 : Le 08 Mars 2018, le permissionnaire DEMENAGEMENT JAUFFRET (Siret n° 315 683 524 000 13), sis 11, rue Boieldieu - 34500 BEZIERS, est autorisé à occuper le domaine public au droit du n° 32 rue Boieldieu pour procéder à un déménagement.

Faute d'exécution dans ce délai et sauf reconduction expresse de l'autorisation, celle-ci sera réputée retirée.

ARTICLE 2 : Pour ce déménagement, les mesures suivantes sont prises :

Rue Boieldieu dans la partie comprise entre les Allées Paul Riquet et la rue Solférino :

- la rue sera barrée et la circulation sera interdite, l'accès aux riverains sera maintenu

Au droit du n°32 rue Boieldieu :

- le stationnement sera autorisé pour un camion de déménagement et un monte - charge

- réservation de la place par l'intéressé.

Rue des petits Champs :

- les véhicules désirant se rendre à la rue Boieldieu devront être déviés par la rue Sébastopol le temps du déménagement

Dans le cas de déviations nécessaires ou de neutralisation des rues adjacentes rendues nécessaires pour l'application du présent arrêté, le requérant mettra en place la signalisation correspondante et les dispositifs de sécurité à destination des usagers, et en assurera la maintenance afin de garantir la circulation.

ARTICLE 3 : Le requérant DEMENAGEMENT JAUFFRET est tenu d'acquitter le droit de voirie qui lui sera adressé, 11, rue Boieldieu - 34500 BEZIERS, par les services de la Trésorerie Municipale. Soit 22.00 € (vingt deux euros) correspondant au sol occupé par un véhicule pour un déménagement, conformément au catalogue des tarifs établit par la Ville.

ARTICLE 4 : Les panneaux matérialisant ces mesures et la publicité par voie d'affichage seront mis en place par le requérant 3 jours avant le début des travaux.

ARTICLE 5 : Le requérant assurera la signalisation nécessaire de l'emprise du chantier par le mise en place des dispositifs de sécurité à destination du public.

Le véhicule devra être signalé et installé de manière à ne faire obstacle ni à l'écoulement des eaux, ni au libre accès aux immeubles, aux bouches d'incendie, etc..

ARTICLE 6 : Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

ARTICLE 7 : Le requérant supportera sans indemnité la gêne et les frais de toute nature qui seraient la conséquence des travaux effectués par l'administration dans l'intérêt de la voirie.

ARTICLE 8 : La présente autorisation est révocable à tout moment, sans indemnité, en cas de non-respect par le permissionnaire des conditions précitées des dispositions de l'arrêté municipal susvisé ou par toute autre raison d'intérêt général.

Les sanctions administratives seront exécutées sans préjudice des sanctions pénales qui pourraient s'appliquer.

ARTICLE 9 : Conformément aux dispositions du Code de Justice Administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif dans le délai de deux mois à compter de sa notification.

ARTICLE 10 : Madame la Directrice Générale des Services de la Mairie, Monsieur le Commissaire Central de Police, et Monsieur le Directeur de la Direction de la Police Municipale de la Mairie, sont chargés chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait en l'Hôtel de Ville de Béziers, le

23 FEV 2018



Robert MENARD
Pour le Maire par délégation
l'Adjointe Déléguée

Odeya DORIER
Adjointe chargée de la Police des Transports,
du Stationnement et de la Signalétique